

Étude des crédits 2019-2020

Renseignements généraux de l'opposition officielle

Société québécoise de récupération et de recyclage
(RECYC-QUÉBEC)

Avril 2019

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d’hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - a. les détails de ces ententes;
 - b. les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d’emplois estimé.
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

ENDROIT	DU	AU	Personne participante	BUT DU VOYAGE	Personnes rencontrées	COÛT
Toronto, Ontario	25-10-2018	25-10-2018	Francis Vermette (Directeur des opérations)	Consultations de ÉEQ sur le tarif dans le cadre de régime de compensation	Partenaires ÉEQ	832 \$
Hartford, États-Unis	29-10-2018	31-10-2018	Sophie Lafrance (Agente de recherche et planification)	Participation à la conférence du North East Recycling Council portant sur l'avenir des centres de tri	Autres participants de la conférence	1 332 \$
Niagara Falls, Ontario	06-11-2018	08-11-2018	Frédéric Dutil (Agent de développement industriel)	Participation à la rencontre annuelle des membres du Conseil d'administration de l'Association canadienne des agences gouvernementales de recyclages de pneus (CATRA).	Barry Talallou (CRM), Brett Eckstein (Tire Stewardship Manitoba), Hanny Naggar (University of Dalousie), France Veillette (Bridgestone)	949 \$
Niagara Falls, Ontario	02-11-2018	08-11-2018	Louis Gagné (Agent de recherche et planification)	Participation à la rencontre annuelle des membres du Conseil d'administration de l'Association canadienne des agences gouvernementales de recyclages de pneus (CATRA).	Partenaires provinciaux des programmes des pneus	881 \$
Niagara Falls, Ontario	02-11-2018	08-11-2018	Sonia Gagné (Présidente-directrice générale)	Participation à la rencontre annuelle des membres du Conseil d'administration de l'Association canadienne des agences gouvernementales de recyclages de pneus (CATRA).	Membres du conseil d'administration de CATRA ainsi que Bob Ferguson	1 124 \$
Vancouver, Colombie Britannique	06-11-2018	10-11-2018	Sophie Langlois-Blouin (Vice-présidente Opérations)	Participation à Zero Waste Conference et rencontres pour les campagnes matières organiques et les résidus CRD.	Brandon Rogers (Cascades Recovery Facility), Ben Poitras (Surrey Biofuel Facility)	1 833 \$
Vancouver, Colombie Britannique	06-11-2018	10-11-2018	Geneviève Dussault (Agente de rechercher et planification)	Participation à Zero Waste Conference et rencontres pour les campagnes matières organiques et les résidus CRD.	Brandon Rogers (Cascades Recovery Facility), Ben Poitras (Surrey Biofuel Facility)	1 834 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d’hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - a. les détails de ces ententes;
 - b. les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d’emplois estimé.
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

ENDROIT	DU	AU	Personne participante	BUT DU VOYAGE	Personnes rencontrées	COÛT
Paris, France	02-02-2019	08-02-2019	Sonia Gagné (Présidente directrice générale)	Participation au Forum international Québec-France: Solution plastiques à Paris	Déléguée générale du Québec à Paris, Ambassadrice du Canada à Paris, PDG de l'ADEME, Arnaud Leroy, Nathalie Boyer de ORÉE	2 642 \$
Toronto, Ontario	18-02-2019	20-02-2019	Alexis Eisenberg (Conseiller à la PDG)	Participation à l'atelier du Conseil Canadien des ministres de l'environnement	Équipe des ministères de l'environnement des autres provinces	1 449 \$
Toronto, Ontario	26-02-2019	01-03-2019	Mariane Maltais-Guilbault (Agente de recherche et planification)	Participation à la conférence "Using the Power of Date for Making Food Sustainably" et participation à l'atelier sur les pertes et le gaspiillage alimentaire d'Environnement et Changements climatique Canada	Cher Mereweather (Provision Coaliation), Jean-Michel Couture (AGÉCO), Martin Gooch (Value Chain Management International), Liam Walsh (University of Cambridge)	1 060 \$

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).

POUR CHACUN DES VOYAGES FAIT EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2018-2019:

- A) LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;**
- B) L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;**
- C) LES COÛTS VENTILÉS;**
- D) LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE: FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;**
- E) POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.**

Aucun

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17).

<https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/a-propos/gouvernance/acces-information>

QUESTION GÉNÉRALE N° 3

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT:

POUR 2018-2019 ,

PUBLICITÉ			
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
Google Ads	Placements publicitaires sur Google Ads dans la cadre de la campagne "Le compostage, on s'y engage"	10 324 \$	S.O.
LES ÉVADÉS INC.	Publicité Gmail et Facebook pour l'application mobile Ça va ou?	4 250 \$	avec contrat

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24).

QUESTION GÉNÉRALE N° 3

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT:

POUR 2018-2019 :

PRODUCTION			
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
Jacqueline Otis	Production graphique pour divers publicités, bannières web, affiches (dans le cadre de nos ententes avec UMQ, FQM, Tennis Canada, Réseau Env.)	3 925 \$	s.o.
Ardoise Design Communications	Production graphiques pour divers documents corporatifs (Powerpoint) et annonce pour la Coupe Rogers	1 093 \$	s.o.
AZUR IMPRESSION	Production d'une bannière de type Roll-up pour l'exposition La Petite Vie au Musée Pointe-à-Callière	866 \$	s.o.
CAROLINE BERGERON	Production de photos pour le porte-parole(Claude Meunier) et pour les pubs	1 500 \$	s.o.
IMPRIMERIE INDUSTRIELLE INC.	Impression de cartes d'affaires	568 \$	s.o.
L'ARÉNA DU ROCKET INC.	Impression des nouveaux visuels autocollants sur les bacs (poubelles) à la Place Bell	620 \$	s.o.
LES SERVICES DE RÉPUTATION SYRUS INC.	Production d'une version modifiée de la capsule vidéo pour la Coupe Rogers	4 512 \$	s.o.
MONO-LINO	Impression d'un gros chèque et d'affiches pour la Coupe Rogers	1 622 \$	s.o.
PROMO VIRAGE INC.	Chandails et casquettes pour l'Escouade de RECYC-QUÉBEC	6 909 \$	s.o.
TOP MARKETING	Chandails pour l'événement à la Coupe Rogers	1 554 \$	s.o.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24).

QUESTION GÉNÉRALE N° 3

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT:

POUR 2018-2019 :

COMMANDITES		
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT
CRE Montréal	Gala de reconnaissance en environnement et développement durable de Montréal 11 ^e édition au Marché Bonsecours	2 700 \$
Centrale des syndicats du Québec à Québec	Établissements Verts Brütland 25e	5 000 \$
Nature-Action Québec dans diverses régions du Québec	Clé Verte	2 000 \$
Le Festif!	Le Festif! à Baie-Saint-Paul	13 000 \$
Environ Éduc-Action	Les Vertuoses à Gatineau	2 500 \$
La Table de Quartier HM	Fête de la famille Hochelaga-Maisonneuve à Montréal	1 000 \$
Écosphère	Foire Écosphère à Québec, Gatineau, Montréal, Magog	12 000 \$
Conseil québécois des événements éco responsables	Les Vivats à Montréal	9 000 \$
ADAQ	Tournoi de Golf ADAQ à Montréal	3 000 \$
Union des municipalités du Qc	Assises UMQ à Gatineau	19 495 \$
Ville de Montréal	Congrès mondial ICLEI à Montréal	12 000 \$
Les Valoristes, coopérative de solidarité	Projet dépôt “Fixe” et “mobile” à Montréal	7 500 \$
Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets	Semaine québécoise de réduction des déchets dans diverses régions du Québec	15 000 \$
Réseau Environnement	Colloque GMR à Saint-Hyacinthe	8 500 \$
Fondation Solidarité Jeunesse	Journée Normand-Maurice à MRC d’Arthabaska et MRC de l’Érable	2 500 \$
Corporation des événements de Trois-Rivières	Les Délices d’automne à Trois-Rivières	3 500 \$
Festival de montgolfières de	Festival de montgolfières de Gatineau	5 000 \$
CREDD du Saguenay-Lac-Saint-Jean	Pour une ERE Secondaire au Saguenay-Lac-Saint-Jean	2 000 \$
Northern Village of Salluit	Camp d’été Siqiniq Nipirtuq à Salluit	1 000 \$
La Transformerie	Conférence Gaspillage alimentaire à Montréal	750 \$
Conseil canadien du compost	28 ^e Conférence annuel Conseil canadien du compost à Pointe-Claire	2 000 \$
AQDA à Laval	Souper Gala de l’AQDA	2 625 \$
Association des gens d’affaires et professionnels du V-Gatineau	Valorifête à Gatineau	2 500 \$
AGPI	21 ^e Colloque annuel de l’AGPI à Boucherville	3 000 \$
Fondation estrienne en environnement	25 ^e anniversaire Fondation estrienne en environnement à Magog	2 000 \$
Équiterre	Répare tes trucs-Sois zéro déchet à Montréal	750 \$
Association Québécoise Zéro Déchet	Festival Zéro Déchet à Montréal	6 000 \$
CETEQ	Gala EnviroLys à Montréal	10 000 \$
AMBQ	9 ^e Congrès de l’AMBQ à Québec	2 000 \$
ENJEU & ENvironnement JEUnesse	Salon des artisans récupérateurs à Montréal	5 000 \$
Musée Pointe-à-Callières	Exposition La Petite Vie à Montréal	14 750 \$
3R MCDQ	22 ^e Congrès du 3R MCDQ à Drummondville	10 000 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24).

QUESTION GÉNÉRALE N° 4

LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :

NOM ET TYPE DE L'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	FOURNISSEURS	COÛT GLOBAL
Tournée pour la remise des attestations ICI on recycle + (printemps-été 2018)	Remise des attestations aux entreprises qui ont atteint le niveau 3	Groupe NH Photographes, Budget, Bureau en gros, Deschamps impression, Amazone, Hôtel Alt Brossard, Stationnement St-Urbain, Montréal Taxi Co-op, Maison du développement durable, Marius traiteur, Hôtel Port- Royal, Musée de la civilisation, Louis Leblanc inc, RACJ, SAQ, Stationnement UQAM, Centre culturel Uplands, William	14 520 \$
Assises de l'économie circulaire	Premières assises québécoises regroupant tous les intervenants en économie circulaire	OPC événements, Palais des congrès de Montréal, Alphapresse, TACT Intelligence-conseil	102 828 \$
Lancement de la campagne "J'aime manger, pas gaspiller"	Conférence de presse pour lancer le programme de lutte contre le gaspillage alimentaire "J'aime manger, pas gaspiller"	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ)	784 \$
Lancement de l'application mobile "Ça va où?"	Conférence de presse annonçant le lancement de l'application mobile "Ça va où?"	Société des arts technologiques (SAT), Traiteur Olive orange	1 535 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 5

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisés par le ministère ou l'organisme:

- a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'évènement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie

Données par professionnel ou une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilées par catégorie

FOURNISSEUR	BUT VISÉ	MONTANT
Isarta	Publicités payantes sur Facebook	249 \$
Technologia	Mieux comprendre Google AdWords et les technologies d'achats média	460 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphes 22 et 23**).
<https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/a-propos/gouvernance/acces-information>

QUESTION GÉNÉRALE N° 6

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
- e) les personnes qui ont reçu la formation;

Aucune dépense

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphes 22 et 23**).

<https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/a-propos/gouvernance/acces-information>

QUESTION GÉNÉRALE N° 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2018-2019, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d’octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Fournisseur ou nom de la firme	Objet	Montant
7180993 CANADA INC. (Les ateliers de conversation anglaise)	Formation linguistique - Anglais des affaires	2 475 \$
9107-6364 Québec inc. (InterSources)	Formation - Communication en équipe	850 \$
9247-8551 Québec inc. (Atout Recrutement)	Stratégie de recherche globale	20 000 \$
Alpha-Presse inc.	Tournage vidéo dans des centres de tri du Québec	10 664 \$
Ani-mat inc.	Traitement de pneus hors d'usage - Événement F1	10 195 \$
Ardoise Design Communications inc.	Conception et réalisation visuelle de la signature et de la plateforme graphique pour l'événement "Assises québécoises", et ajustement divers gabarits power point.	17 663 \$
Beaulieu, Martin	Participation au comité d'experts sur la consigne	2 000 \$
Bendavid, Ygal	Participation comité d'experts - Consigne	2 000 \$
Bergeron, Caroline	Photographe - Porte-parole RECYC-QUÉBEC	1 500 \$
BRAC Bureau de recherche, d'animation et de consultation	Animation - Consultation élargie système de collecte sélective	2 500 \$
Bresch, Élodie	Encadrement des bénévoles - Escouade RECYC-QUÉBEC	1 987 \$
Centre de robotique et de vision industrielles inc.	Pré-diagnostic en vision industrielle	2 500 \$
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Location de matériel - Congrès de l'AMBQ	906 \$
Centre de transfert technologique en écologie industrielle, Centre J-E. Simard	Ateliers de maillage - entreprises et acteurs de la chaîne de valeur du papier	6 200 \$
Cision Québec inc.	Veille médiatique - 2018	20 565 \$
Communauté métropolitaine de Québec	Projet pilote - Récupération Écoles	15 000 \$
Consortium l'Écho-Logique inc.	Étude caractérisation - Centre de tri	6 300 \$
Éco Entreprises Québec (ÉEQ) / Papineau & Co.	Section plateforme web - Packaging Explorer	5 500 \$
Écobâtiment	Entente de partenariat	2 000 \$
Éditions Protégez-vous	Guide « 100 gestes pour la planète» & intégration d'un microsite	17 000 \$
Entreprises Roger Forget inc.	Travaux de peinture	838 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2018-2019, en indiquant, pour chaque contrat :

Experts-Conseils STATEX (Claude Laberge) / Éco Entreprises Québec	Statistiques - Étude de caractérisation centre de tri / conditionneurs / recycleurs	12 920 \$
Fondation Monique-Fitz-Back	Ajout d'un volet à un programme d'aide financière	23 000 \$
Garage Desharnais & Fils Ltée	Projet pilote de triage de pneus hors d'usage chez le détaillant	20 000 \$
Gob, Josias	Services de photographie pour pour le rapport annuel	1 400 \$
Gosecure inc.	Audit de sécurité - Portail web IOR	8 960 \$
Groupe consultation Yanas inc.	Amélioration des services TI	5 000 \$
Hardy, Normand et Associés S.E.N.C.R.L.	Validation calculs compensation - 2018	8 750 \$
Hewlett Packard (Canada)	Entretien annuel du matériel HP 2018-2019	3 991 \$
I-EDDEC Dialogue et Transfert	MOOC	15 000 \$
Maitre D inc.	Graphisme - Signatures IOR+	2 000 \$
Marketing Bang! inc.	Campagne de sensibilisation "Bac brun"	21 320 \$
Marketing Léger inc.	Évaluation de la campagne publicitaire du printemps 2018	9 500 \$
Maya communication et marketing inc.	Publireportage sur l'économie circulaire	10 500 \$
Média QMI	Revue de presse - 1er avril 2018 - 31 mars 2019 et Convention de licence	1 259 \$
MHY Consultant	Participation comité d'experts - Consigne	2 000 \$
Murielle Boucher	Analyse financière des dossiers de l'APMR2	6 000 \$
NH Photographes Ltée	Services de photographie pour la tournée IOR	1 875 \$
O2 Websolutions inc.	Développement de la page de destination pour les portes ouvertes des centres de tri, de l'application "ça va où?", et hébergement site web de RECYC-QUEBEC	23 604 \$
Osedeia Inc.	Développement du iFrame pour utiliser l'application Ça va où? sur le site web	15 500 \$
Otis, Jacqueline	Services d'infographie	5 000 \$
Pénéga Communication inc.	Campagne publicitaire sur les matières organiques (gestion des publicités)	24 000 \$
Plastidécoverre inc.	Projet pilote - Sérigraphie sur canettes de bière	7 665 \$
Poulin, Magalie	Coaching de gestion	2 000 \$
Réseau Environnement	Partenariat - Guide à l'intention des organisations municipales	6 000 \$
Signé François Roy inc.	Installation et démontage du kiosque de RECYC-QUÉBEC - Coupe Rogers	1 750 \$
Smartsheet inc.	Acquisition du logiciel Smartsheet	3 600 \$
Solutions Victrix inc.	Services d'un administrateur réseau	11 760 \$
TACT Intelligence-conseil inc.	Animation - Assises de l'économie circulaire	4 118 \$
Ville de Prévost	Achat des droits d'utilisation d'une compagne publicitaire	6 000 \$

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.ca/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant:

- a) le nombre d'autorisations ;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

Depuis le 25 janvier 2019, RECYC-QUÉBEC est assujettie à la Loi sur les contrats des organismes publics. Aucune autorisation n'a été requise en ce sens depuis cette date.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant:

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;
 - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation
-

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>, à l'exception des réponses aux sous-questions b), c), d) et e) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 11

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019:

- a) Liste de toutes les ressources oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;**
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);**
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;**
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;**
 - e) une description de son mandat;**
 - f) la date de début de son contrat;**
 - g) la date prévue de fin de son contrat;**
 - h) sa rémunération annuelle.**
-

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : [https:// www.seao.ca/](https://www.seao.ca/) ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

QUESTION GÉNÉRALE N° 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié pour l'exercice financier 2018-2019, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:

Aucun

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivant :
<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 13

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRESADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2018-2019 (ET VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES:

a) la photocopie;	197 \$
b) le mobilier de bureau;	2 099 \$
c) l'ameublement;	- \$
d) la décoration et l'embellissement	- \$
e) le distributeur d'eau de source;	- \$
f) le remboursement des frais de transport;	9 885 \$
g) le remboursement des frais d'hébergement;	17 971 \$
h) le remboursement des frais de repas;	1 993 \$
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;	
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement;	
I. a) au Québec;	4 204 \$
II. b) à l'extérieur du Québec.	1 532 \$

Ces montants représentent les dépenses pour le pdg et les deux vice-présidences.

QUESTION GÉNÉRALE N^o 14

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le nombre de téléphones cellulaires («Blackberry», iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;	Non pertinent à l'étude des crédits
b) le nombre de tablettes électroniques (iPad ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;	Non pertinent à l'étude des crédits
c) le nombre de téléavertisseurs utilisés, ainsi que la marque et le modèle;	Non pertinent à l'étude des crédits
d) les coûts d'acquisition des appareils;	430 \$
e) le coût d'utilisation des appareils;	12 543 \$
f) le coût des contrats téléphoniques;	Le coût d'utilisation inclut le coût des contrats
g) les noms des fournisseurs;	Non pertinent à l'étude des crédits
h) le nombre de minutes utilisées;	Non pertinent à l'étude des crédits
i) le coût des frais d'itinérance	Le coût d'utilisation inclut les frais d'itinérance
j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu	- \$
k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.	Non pertinent à l'étude des crédits

Note: Ces dépenses sont pour l'ensemble de la Société et plusieurs employés n'ont qu'un ordinateur portable et aucun ordinateur de bureau.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).

<https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/sites/default/files/documents/contrats-depenses-telecom-2018-2019.pdf>

QUESTION GÉNÉRALE N° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020:

	2019-2020 (estimé)	2018-2019	2017-2018	2016-2017
a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;	Voir annexe 15-A-B			
b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;	Voir annexe 15-A-B			
c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel (base annuelle);	-	238 jrs	-	-
d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée	Voir annexe 15-D			
e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;	-	1122 hrs	-	-
f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel (base mensuelle);	-	121 jrs	-	-
g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;	Voir annexe 15-G			
h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Question non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.			
i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissement hospitaliers	En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.			

QUESTION GÉNÉRALE N° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020:

	2019-2020 (estimé)	2018-2019	2017-2018	2016-2017
j) l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);	Voir annexe 15-J			
k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;	-	6	-	-
l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;	-	1	-	-
m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions)	Voir annexe 15-M			
n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.	Réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor			
o) le nombre d'employés permanents et temporaires.	Réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor			
p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.	Réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor			
q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi		"aboli au net" 0		
r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.	Réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.			
s) le nombre de postes vacants	-	2	-	-

QUESTION GÉNÉRALE N° 15
ANNEXE 15-A-B

le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

a)

Plus ou égal à 35 ans							
	Catégories d'emploi	Sexe		Handicapés	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
	11 cadres	4 M	7 F	0	0	0	1
	39 professionnels	17 M	22 F	0	0	0	5
	4 soutiens	0 M	4 F	0	0	0	0
	10 techniques	1 M	9 F	0	0	0	1
Total	64 employés	22 M	42 F	0	0	0	7

b)

Moins de 35 ans							
	Catégories d'emploi	Sexe		Handicapés	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
	0 cadres	0 M	0 F	0	0	0	0
	7 professionnels	1 M	6 F	0	0	0	1
	2 soutiens	0 M	2 F	0	0	0	0
	4 techniques	2 M	2 F	0	0	0	2
Total	13 employés	3 M	10 F	0	0	0	3

- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

	Catégories d'emploi	10 jrs et -	10 à 50 jrs	50 à 100 jrs	100 jrs et +	Valeur estimé
	Cadres (excluant PDG)	0				0.00 \$
	Professionnels	31	9			74 451.62 \$
	Soutiens	6				5 335.94 \$
	Techniques	11	1			9 188.41 \$
	TOTAL EMPLOYÉS	48	10	0	0	88 975.97 \$

- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

	Catégories d'emploi	10 jrs et -	10 à 50 jrs	50 à 100 jrs	100 jrs et +	Valeur estimée
	Cadres (excluant PDG)	1	9			99 946.49 \$
	Professionnels	6	40			292 955.59 \$
	Soutiens	2	4			17 330.76 \$
	Techniques	2	11			38 123.89 \$
Total		11	64	0	0	448 356.73 \$

- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

	2018-2019		2017-2018		2016-2017	
	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc
Cadres	8	3				
Professionnels	38	7				
Soutiens	4	2				
Techniques	13	0				
Total	63	12				

- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).

	2018-2019		2017-2018		2016-2017	
	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc
Cadres	8	3				
Professionnels	39	7				
Soutiens	4	2				
Techniques	13	1				
Total	64	13	0	0	0	0

Pour chaque ministère et organismes, par direction , pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020 :

a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilatin des indemnités versées ou estimées:

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2018-2019 seulement.

b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines 3

c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020
c) les indemnités de retraites qui seront versées
Veuillez référer à la réponse de la question 16 a)

d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats 0

QUESTION GÉNÉRALE N° 17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d'eux:

A)

- l'emplacement de la location 141, ave du Président-Kennedy, 8e, Montréal, Qc
- la superficie totale pour chaque local loué 1 124,23 m. ca. (11800 pi²)
- le coût total de ladite location 354 000 \$ (annuel)
- les coûts d'aménagement et/ou de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2018 - \$
(le bail se termine le 31 octobre 2020)
- la durée du bail; 3
- le propriétaire de l'espace loué Université du Québec à Montréal

B)

- l'emplacement de la location 300, rue Saint-Paul, bureau 411, Québec
- la superficie totale pour chaque local loué 680.70 m.ca (7327 pi²)
- le coût total de ladite location 229 134 \$ (annuel)
- les coûts d'aménagement et/ou de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2018; - \$
(le bail se termine le 31 mars 2023)
- la durée du bail 9 ans
- le propriétaire de l'espace loué 300 Saint-Paul QUÉBEC INC.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

QUESTION GÉNÉRALE N^o 18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2018-2019, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

b) les coûts	-	\$
--------------	---	----

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

QUESTION GÉNÉRALE N^o 21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère:

- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
 - g) les prévisions pour 2019-2020
-

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 22

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires etc.), en indiquant:

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2019-2020

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 23

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2019, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant:

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);**
- b) par catégorie d'âge;**
- c) prévisions pour 2019-2020**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 24

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2019-2020

Trois (3) postes abolis pour l'année 2018-2019

QUESTION GÉNÉRALE N° 25

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par mission.

Veillez vous référer à la réponse de la question générale 15-Annexe J.

QUESTION GÉNÉRALE N° 26

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant:

- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu)
-

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 27

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur internet (Eureka, etc) du ministère et des organismes publics en 2018-2019, en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun
- b) le fournisseur
- c) la nature du service

FOURNISSEUR	NOTE	MONTANT
NEBIOSOLIDS.ORG	Abonnement à l'association NEBRA 300US	380 \$
PRZCHARGE.PREZI.COM	Abonnement annuel	200 \$
NEUVOO	Abonnement à Neuvo	46 \$
SMK*SURVEYMONKEY CA-	Abonnement annuel standard	257 \$
SCRAP TIRE NEWS	Renouvellement d'un an à l'annuaire Scrap Tire News	226 \$
CISION QUÉBEC INC.	Veille média pour l'entreprise	6 920 \$
MÉDIA QMI INC.	Licence pour fins de revue de presse	539 \$
CEDROM- SNI INC.	Cont. Abon. et lic./revue de presse annuelle	6 426 \$
I.C.I. INFLUENCE COMMUNICATIONS INC.	Revue Presse écrite et électronique	14 795 \$
CLUB DE PRESSE BLITZ	Abon. annuel club de presse blitz	650 \$
JAGUAR MÉDIA INC.	Abonn bulletin hebdo Réseau info munic.	1 400 \$
AGORAPULSE SAS	Abonnement annuel	663 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 28

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune somme déboursée.

Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

a) Le nom du site Web :

RECYC-QUÉBEC (externe) : <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca>

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :

Le site actuel a été conçu par Brad-O2 WEB Solutions en 2014-2015 et 2015-2016.

c) Les coûts de construction du site :

Le coût pour le site actuel est de 359 868 \$, incluant la MOD à l'interne.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Hébergement 2018-2019: 2 250 \$ (O2 WEB Solutions)

Soutien technique et maintenance 2018-2019 : 8 362 \$ (O2 WEB Solutions)

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Le site s'est développé en trois phases et une refonte amorcée en 2014 :

- En 1995 et 1998 : fait à l'interne
- En 2001-2002 : 126 735 \$
- En 2014 : 74 761 \$ en développement
- En 2015 : 202 002 \$ en développement

En 1995, création d'un petit site Internet par des professionnels à l'interne.

En 1998, mise à jour (rafraîchissement) du site Internet et création d'un Intranet à l'interne.

En 2001-2002, refonte du site Internet, par la firme Transcontinental 3W. Nouvelle plate-forme facilitant l'intégration des données axées sur nos clientèles. RECYC-QUÉBEC se veut alors la référence en gestion des matières résiduelles au Québec, ce qui nous a amenés au développement de notre site Internet et par la même occasion à la mise à jour des outils pour y parvenir. De plus, avec l'implantation du programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec en 2001, et en tant que société d'État, nous avons l'obligation de nous conformer aux règles graphiques du PIV.

En 2014, nous avons amorcé une refonte complète de notre site, car il ne répondait plus aux besoins de nos clientèles ni à ceux de l'organisation. L'ancien site était doté d'un logiciel désuet et complexe qui causait des problèmes techniques fréquents et nous rendait vulnérable aux attaques informatiques. Le site ne pouvait pas non plus répondre au standard d'accessibilité du Conseil du trésor. La refonte a été réalisée par des professionnels à l'externe, soit Absolutnet, Perséides, Consortium Brad-O2Web et Libéo inc., et à l'interne.

En 2016, la refonte s'est terminée et le site a été mis en ligne le 12 janvier. Le nouveau site est donc maintenant en ligne et fonctionnel.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour : Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

h) Responsable du contenu sur le site : Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web:

Portail ICI ON RECYCLE! : <https://icionrecycle.recyq-quebec.gouv.qc.ca>

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :

À l'interne avec l'aide de la firme Victrix, 2010.

c) Les coûts de construction du site :

Les coûts externes s'élèvent à environ 28 000 \$.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Mise à jour (en cours) : 27 000\$, incluant la MOD à l'interne

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Création initiale.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

h) Responsable du contenu sur le site :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web :

Portail GMR municipal : <https://portailgmr.recyc-quebec.gouv.qc.ca>

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :

Centre de développement Nexio inc. (Anciennement FusePoint inc.) en 2009

c) Les coûts de construction du site :

Le coût de construction du Portail GMR s'élève à 385 000 \$.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Réalisé à l'interne.

e) Le coût de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

- Avril 2014 à mars 2015 : 177 873 \$

Le premier Portail GMR a été mis en service en 2009, des mises à jour ont été réalisées depuis mais sa structure était devenue désuète et ne pouvait plus supporter les besoins du programme GMR.

En 2014-2015, la refonte du Portail GMR municipal a été effectuée par la firme Alithya.

Le nouveau Portail GMR a été conçu afin que, chaque année, les organismes municipaux déclarent leurs coûts associés à la Gestion des Matières résiduelles sur le territoire pour lequel ils détiennent au moins une compétence.

Ce nouveau Portail a été mis en service en mars 2015.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne des mises à jour :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

h) Le responsable du contenu sur le site :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web:

Portail Aide aux programmes : <https://aidefinanciere.recyc-quebec.gouv.qc.ca>

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :

Réalisé à l'interne avec l'aide de la firme Victrix en 2011-2012.

c) Les coûts de construction du site :

Les coûts s'élèvent à 106 000 \$ en 2011-2012.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Réalisé à l'interne.

Interscript - accessibilité WEB: 400 \$ pour 2015-2016.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Création initiale.

Refonte : coûts inclus dans le projet de refonte de tout le site web

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

h) Le responsable du contenu sur le site :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web:

RECRÉER : <http://www.recreer.ca/>

En partenariat avec Éco Entreprise Québec.

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :

Réalisation du site par Les Évadés en 2010.

c) Les coûts de construction du site :

Assumé par ÉEQ.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Hébergement : 0 \$ en 2018-2019.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Le coût de modernisation est inclus dans le coût d'entretien et de mise à jour.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

h) Le responsable du contenu sur le site :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web:

ON EN PREND SOIN : <http://onenprendsoin.ca/>

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :

Réalisation du site par RESSAC MÉDIA en 2014.

c) Les coûts de construction du site :

Les coûts s'élèvent à: 42 000 \$ en 2014-2015

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Hébergement : 0 \$

Gestionnaire de contenus : 1 600 \$ en 2018-2019 (DIALOG INSIGHT).

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement :

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

h) Le responsable du contenu sur le site :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web:

PORTAIL PNEUS : <https://pneus.recyc-quebec.gouv.qc.ca/>

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :

Réalisation du site par Connexe Technologies en 2017-2019.

c) Les coûts de construction du site :

Les coûts s'élèvent à: 268 000 \$ en 2018-2019

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Hébergement : 0 \$

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement :

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

h) Le responsable du contenu sur le site :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N^o 30

Nominations, pour 2018-2019, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:

- a) la liste;**
 - b) le nom de la personne;**
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;**
 - d) les contrats octroyés pour chaque mandat;**
 - e) le résultat du travail effectué;**
 - f) les échéances prévues**
 - g) les sommes impliquées**
-

Veuillez vous référer à la question 7.

QUESTION GÉNÉRALE N° 32

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2018-2019 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;**
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;**
- c) le nombre total de demandes reçues;**
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);**
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;**
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.**
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2018-2019 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N^o 34

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 35

La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la loi sur le ministère du conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 36

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N^o 37

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2019-2020.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au **Rapport annuel 2018-2019** des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 38

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2019 pour 2019-2020

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 39

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 et 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme.

QUESTION GÉNÉRALE N° 40

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Le montant total des primes de départ incluant des montants versés pour des bris de contrat est de : 76 912 \$

QUESTION GÉNÉRALE NO 42

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, - bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2018-2019 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N^o 43

Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée: Pour chaque personne:

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.**

Il n'y a pas de cadre ou de dirigeant qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction

QUESTION GÉNÉRALE N° 44

Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés;**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Aucun comité.

QUESTION GÉNÉRALE N° 47

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2018-2019 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2018-2019, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N^o 49

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2018-2019 seulement.

QUESTION GÉNÉRALE N^o 50

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2018-2019 et prévision pour 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2018-2019 seulement.

QUESTION GÉNÉRALE N° 51

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec (Secrétariat à la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 52

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec (Secrétariat à la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 53

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

QUESTION GÉNÉRALE N° 54

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 55

Liste des aides financières accordés en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 56

Pour chacune des cinq dernières années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et les organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion des contrats.

QUESTION GÉNÉRALE N° 57

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres):

a) la dépense totale pour 2018-2019 (opération et capital) tel que établi dans la planification annuelle en ressources informationnelles (PARI):

485 203 \$

b) les grands dossiers en cours;

Les informations sont disponibles au tableau de bord
(site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)

c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques:

S.O.

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 11.

QUESTION GÉNÉRALE N° 58

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION GÉNÉRALE N° 59

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 60

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au **Rapport annuel 2018-2019** des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 62

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Liste des ordres	2018-2019
CPA - ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC	
ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC	
BARREAU DU QUÉBEC	
CRHA - ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES AGRÉÉS	
ORDRE DES AGRONOMES DU QUÉBEC	
ACCRÉDITATION EN CONFORMITÉ DE LA PAIE	
TOTAL	12 027 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 63

La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

La réponse à cette question sera transmise par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 64

Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes :

- a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 – base annuelle (en Mt C0 2);**
- b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C0 2);**
- c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;**
- d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C0 2);**
- e) les investissements totaux des projets (en milliers \$);**
- f) les aides financières totales du ministère (en milliers \$);**
- g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);**
- h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.**

La réponse à cette question sera transmise par le Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Renseignements particuliers de l'opposition officielle

Société québécoise de récupération et de recyclage
(RECYC-QUÉBEC)

Avril 2019

QUESTION PARTICULIÈRE N° 1a) b)

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour l'année 2018-2019, indiquer :
- a) la liste des des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
 - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv ;
 - c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

a) Membres du conseil d'administration

Conseil d'administration actuel

<u>MEMBRES</u>		<u>Mandat</u>		
<u>en poste au 28 février 2019</u>				
		Début	Fin par décret	membre encore en poste, en continuité de leur mandat
Delisle, Michel	Membre	2013-05-29	2016-05-28	**
Gagné, Sonia	Présidente-directrice générale	2018-03-28	2023-03-27	
Giroux, Michel	Membre	2013-05-29	2016-05-28	**
Hardy, Jeanne	Membre	2016-10-12	2020-10-11	
Joizil, Karine	Présidente du conseil	2016-04-20	2021-04-19	
Laberge, Monique	Membre	2013-05-29	2016-05-28	**
Lemieux Julie	Membre	2016-04-20	2020-04-19	
Racine, Valérie	Membre	2013-05-29	2016-05-28	**

Fin de mandat au courant de l'année financière

Note :

* à l'expection du président-directeur général, les membres du conseil d'administration agissent à titre gracieux.

** membre encore en poste, en continuité de leur mandat

QUESTION PARTICULIÈRE NO 1c)

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour l'année 2018-2019, indiquer :

c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
(excluant la présidente - directrice générale)

Membres du conseil d'administration	Frais de déplacement et de voyage		Frais de repas	Représen- tation	Réunions du conseil d'administration (repas et loc. de salle)
	Héber- gement	Déplacement (kilométrage, essence, location auto, train, taxi)			
Total	1 050 \$	2 897 \$	620 \$	0 \$	997 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 02

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2018-2019. Indiquer:

- a) le lieu;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participations
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

TYPE DE LA FORMATION	COÛTS EXTERNES	NOMBRE DE JOURS PARTICIPANTS
Formation en développement personnel	7 075 \$	41
Formation en développement spécifique	18 269 \$	55
Formation à l'Ordre des comptables professionnels agréés	2 740 \$	14
Formation en communication	709 \$	2
Colloque, Congrès, conférence	13 173 \$	38
Atelier de planification stratégique	1 060 \$	4

QUESTION PARTICULIÈRE NO 3

Sommes dépensées en 2018-2019 (et prévisions pour 2019-2020) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Veuillez vous référer à la question générale no 57.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 7

Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2018-2019, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Firme	Sondage	Coût
Léger	Évaluation de la campagne publicitaire Recyclemédiast "C'est pour le bac"	9 500 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 9

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT
ANGLOCOM	Traduction document dans le cadre du lancement de la campagne" j'aime manger"	1 432 \$
MADELEINE GUERRA	Traduction de document pour IOR +	100 \$
METRO VANCOUVER REGIONAL DISTRICT	Traduction document dans le cadre du lancement de la campagne" j'aime manger"	371 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 11

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 :

- a) la liste de tous les concours et tirages effectués;**
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;**
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;**
- d) la liste des concours qui ont pris fin.**

Aucun

QUESTION PARTICULIÈRE N° 12

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2018-2019:

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

NOM ET TYPE DE L'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	FOURNISSEURS	COÛT
Campagne "C'est pour le bac"	Campagne RecyclemédiAs "Le contenant, l'emballage, la boîte de conserve... c'est pour le bac"	Cartier	97 698.00 \$
Campagne "Le compostage, on s'y engage" (matières organiques)	Sensibilisation à l'importance de participer à la collecte des matières organiques	Pénéga	4 736.00 \$
Campagne de promotion de l'application mobile	Sensibilisation à l'importance de bien s'informer sur la bonne destination d'un produit (bac, poubelle, écocentre, point de dépôt)	Agence Dialekta inc.	11 253.00 \$
Campagne porte-parole	Sensibilisation générale à la GMR	Centre de services partagés du Québec	69 025.00 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 13

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2018-2019:

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention.
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires.
- c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

ORGANISME BÉNÉFICIAIRES	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
-------------------------	-------------------------	---------

Technologie, procédés et développement des marchés (enveloppe 14M\$)

VOLET 1 Soutien à l'amélioration des opérations et développement des marchés des matières résiduelles		
	AUCUN	
VOLET 2 Investissement dans les opérations et les installations de traitement des matières résiduelles		
Les produits Verglass Inc	Acquisition d'équipement afin d'effectuer de la micronisation de verre, incluant la collecte sélective	78 750 \$

Technologie, procédés et développement de marchés-Conditionnement et recyclage (enveloppe 6M\$)

VOLET 1 Investissement dans les opérations et les installations de traitement des matières résiduelles		
	AUCUN	
VOLET 2 Investissement dans les opérations et les installations de traitement des matières résiduelles		
	AUCUN	

Économie sociale et mobilisation des collectivités -Entreprises, formation et insertion au travail (ENV 8M\$)

VOLET 1 - Soutien au développement et à l'amélioration des performances		
	aucun	
VOLET 2 - Investissements dans les opérations et les installations		
CFER Navigateur	Zéro déchets et granulation.	(50 825) \$
INTER ACTION TRAVAIL	Réemploi des matières résiduelles émanant de la construction, la rénovation et la déconstruction/démolition (CRD)	91 125 \$
MOISSON MONTRÉAL	Programme de récupération alimentaire auprès des supermarchés Montréal et Montérégie et les distribuées aux organismes communautaires accrédités.	23 000 \$
RÉCUPÉRATION MARRONNIERS INC.	Optimisation du du RAMI pour offrir aux ICI la récupératio à la source en mode pêle-mêle et la récupération confidentielle des documents.	115 000 \$
RESSOURCERIE DE PORTNEUF	Travaux d'isolation de l'entrepôt et d'aménagement d'un coin atelier.	25 063 \$
Solidarité Familles Duberger-Les Saules	subvention dans opérations et installations admissibles	17 653 \$

ORGANISME BÉNÉFICIAIRES	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
-------------------------	-------------------------	---------

VOLET 3 - Appui à des actions d'information, de sensibilisation et d'éducation (ISÉ) en faveur de la réduction à la source, du r		
CHAMBRE DE COMM & IND. DU COEUR-DU-QUÉBEC	Création d'un comité consultatif permettant la création d'un répertoire et de questionnaires visant l'élaboration d'outils ISÉ.	1 140 \$
TOTAL GÉNÉRAL ENVELOPPE DE 8M\$		222 156 \$

Économie sociale et mobilisation des collectivités -Organismes communautaires locaux & régionaux,

VOLET 3 - Appui à des actions d'information, de sensibilisation et d'éducation (ISÉ) en faveur de la réduction à la source, du r		
CENTRE DE PARTAGE COMMUNAUTAIRE JOHANNAIS	Optimisation des activités	2 424 \$
CERMIM - CENTRE DE RECHERCHE SUR LES MILIEUX	Une saine gestion des matières résiduelles dans les ICI des Îles-de-la-Madeleine	1 150 \$
COMMISSION SCOLAIRE DE KAMOURASKA RIVIÈRE-DU-LOUP	Superbac, le super héros écolo!	6 738 \$
ENVIRO ÉDUC ACTION	Programme écoles écocitoyennes de l'Outaouais - Cohorte sept 2015 juin 2017, volet Gestion des matières résiduelles	2 050 \$
ENVIRO ÉDUC-ACTION	Optimisation des activités ISÉ	5 000 \$
TABLE DE CONCERTATION SUR LA FAIM ET LE DÉVELOPPEMENT	Escouade anti-gaspillage alimentaire - Phase II	2 455 \$
TOHU	Projet "De la parole aux 3RV": développer des cahiers pédagogiques (6 troussees pédagogiques)	9 800 \$

Économie sociale et mobilisation des collectivités -Organismes communautaires nationaux

VOLET 3 - Appui à des actions d'information, de sensibilisation et d'éducation (ISÉ) en faveur de la réduction à la source, du r		
RNCREQ - REGROUPEMENT NATIONAL DES CRE DU QC	Trousse GMR RADDAR - Outil d'implantation d'une GMR dans les ICI et de certification IOR	22 225 \$

Performance des ICI en GMR

FENPLAST INC.	volet 2	6 972 \$
---------------	---------	----------

Regroupement des ICI -Volet 3 -

Accroître la performance de récupération et mise en valeur des matières résiduelles

CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE BROME-MISSISQUOI	volet 3	16 875 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS (CREDDO)	volet 3	3 113 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS (CREDDO)	volet 3	2 071 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS (CREDDO)	volet 3	1 741 \$
CORPORATION NORME INTERNATIONALE	volet 3	3 903 \$
CREAT - CONSEIL RÉG. DE L'ENV. DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	volet 3	3 178 \$

Regroupement des ICI : Transition vers l'économie circulaire (APTEC)		
CHAMBRE DE COMM & IND. DU COEUR-DU-QUÉBEC	volet 3	66 240 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT CAPITALE-NATIONALE	volet 3	72 000 \$
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LA VALLÉE-DU-RICHELIEU	volet 3	72 000 \$
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE SEPT-RIVIÈRES	volet 3	38 078 \$
PME MTL EST-DE-L'ÎLE	volet 3	72 000 \$
SADC DE LA RÉGION DE MATANE	volet 3	72 000 \$
SADC DU KAMOURASKA INC.	volet 3	72 000 \$
SOCIÉTÉ DE DÉVEL. ÉCONOMIQUE DE DRUMMONDVILLE	volet 3	50 660 \$

ORGANISME BÉNÉFICIAIRES	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
-------------------------	-------------------------	---------

Performance des centres de tri -Volet B : Amélioration

RÉCUPÉRATION MAURICIE	Révision des procédés de séparation automatisés et récupération de plus de 50% de matières recyclables (contenants de plastique, canettes pellicule de plastique)	192 000 \$
-----------------------	---	------------

Performance centres de tri -Appel à proposition Volet I

KLOCKNER PENTAPLAST DU CANADA INC.	Implantation d'une nouvelle trieuse optique flocons	31 661 \$
PLASTIMUM	Récupération et valorisation des résidus provenant des bassins	25 000 \$
RÉGIE DES MAT. RÉSIDUELLES DU LAC ST-JEAN	Collecte, conditionnement et recyclage du polystyrène	82 358 \$
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE TRAITEMENT DES MATIÈRES	Implantation d'un centre régional de décontamination des rejets et d'une ligne de pré-tri au Centre de tri de Grande-Rivière	108 781 \$
SOLENO INC.	Ligne pilote pour la compatibilisation	150 000 \$

Programme Réduction à la source: Gaspillage alimentaire & Écogestion chantier

ATELIER 7 À NOUS	Projet de réfection des éléments structuraux de maçonnerie pour le Collectif 7 à nous qui offrira des espaces locatifs abordables pour organismes communautaires et entreprises d'économie sociale, de partage et d'autonomie collective.	145 928 \$
BANQUES ALIMENTAIRES DU QUÉBEC (BAQ)	Compléter le déploiement provincial permettant de récupérer des denrées en surplus et/ou en fin de vie et mise en place d'un mode opératoire unique au Québec pour la récupération en supermarchés.	118 560 \$
CENTRE DE DÉVELOPPEMENT BIOALIMENTAIRE DU QUÉBEC (CDBQ)	Valorisation des viandes fraîches des épiceries et réduire les rejets par optimisation du poids des portions à emballer, traitement par hautes pressions hydrostatiques augmentant la conservation et transformer les invendus en prêts à manger.	120 000 \$
CERMIM ET RÉ-UTILES CENTRE DE RECHERCHE SUR LES MILIEUX	Mise en place d'outils et services favorisant la réduction et le réemploi des résidus de construction, étude du milieu de la construction locale et documenter en vue de générer des guides informatifs pratiques.	119 520 \$
COLLECTIVITÉS ÉCOLOGIQUES BAS-ST-LAURENT		100 550 \$
MOISSON QUÉBEC	Projet de développement du programme de récupération dans les supermarchés pour l'achat de 2 camions, emballeuse automatique et chariot élévateur afin d'atteindre une quarantaine de magasins participants.	105 550 \$

Programme gestion des mat. Rsid. Des Construct. Rénov. Démolit. (CRD)

ÉCOHABITATION		
---------------	--	--

Programme de Soutien aux Centres de tri pour le CRD

CENTRE DE TRI BOUFFARD INC.	Dans le cadre du Programme de soutien aux installations de tri de résidus de CRD.Dans le cadre du Programme de soutien aux installations de tri de résidus de CRD.	160 000 \$
CENTRE DE TRI D'ARGENTEUIL INC.	Idem	160 000 \$
CONTENEURS KRT INC.	Idem	36 980 \$
ÉCOSERVICES TRIA INC.	Idem	160 000 \$
MULTI RECYCLAGE S.D. INC.	Idem	160 000 \$
SERVICES MATREC INC.	Idem	89 148 \$
TRANSPORT SANITAIRE FORTIN (2953-7628 QC INC)	Idem	160 000 \$

ORGANISME BÉNÉFICIAIRES	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
-------------------------	-------------------------	---------

Programme gestion des matlères résiduelles des Constructions Rénovation Démolition CRD		
3RMCDQ	Projet sur la récupération du Gypse	50 665 \$
3RMCDQ	Implantation de meilleures pratiques pour recyclage du bois	37 198 \$
ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK (ARK)	Initiative de recyclage des CRD	49 874 \$
CERMIM	Recyclage de bardeaux dans l'asphalte	38 668 \$
ÉCOHABITATION	Réduction à la source des revêtements en habitation	30 046 \$
SANEXEN PHASE A	Valorisation des fractions fines	63 082 \$
SANEXEN PHASE B-C	Valorisation des fractions fines	22 934 \$
SYNERGIE ÉCONOMIQUE LAURENTIDES	Récupération à la source et valorisation de gypse	42 566 \$
VILLE DE LÉVIS	Promotion de la récupération des résidus CRD dans les écocentres privés et projet de chantier vert de l'usine Gilmour	52 932 \$

Programme de performance dans le SECTEUR DES ICI		
CERMIM - PROJET CORDAGES	Valorisation des cordages générés par le secteur de la pêche, du transport maritime et aérien	20 496 \$
CTTEI - CONSORTIUM MUTREC	Valorisation de textiles provenant de vêtements corporatifs, uniformes et invendus	15 982 \$
GROUPE IMMOBILIER DESJARDINS	Acheminement de matériel de bureau dans des pays en voie de développement	22 500 \$
MATT CANADA	Modification d'équipements de production permettant le recyclage de composantes d'un matelas et d'un sommier	19 974 \$
SYNERGIE ÉCONOMIQUE LAURENTIDES	Projet pilote d'emballage de 6 collectes de porte-à-porte pour les emballages de distribution qui ne sont pas dans la collecte sélective	35 000 \$
SYNERGIE ÉCONOMIQUE LAURENTIDES	Projet pilote d'emballage de 6 collectes de porte-à-porte pour les emballages de distribution qui ne sont pas dans la collecte sélective	7 500 \$

PAF -AP SECTEUR DES ICI		
ÉCO. ENTREPRISES QUÉBEC (ÉEQ)	Dans le cadre du programme de récupération hors foyer par ÉEQ	1 400 000 \$

État de situation, au 31 mars 2019, des débouchés du verre au Québec. Fournir les avis et les études produites par le ministère ou commandées par le ministère afin :

- a) d'améliorer le traitement et le recyclage du verre au Québec;**
- b) la possibilité de consigner tous les contenants de verre.**

État de la situation au 31 mars 2019 des débouchés du verre au Québec :

Bien que la situation du verre ne soit pas encore considérée comme réglée, le recyclage du verre au Québec avance doucement dans la bonne direction.

Le Bilan de gestion des matières résiduelles de RECYC-QUÉBEC réalisé en 2015 faisait état d'un taux de recyclage de seulement 14 % pour l'ensemble du verre généré. RECYC-QUÉBEC a effectué début mars 2019 une mise à jour de cette donnée et on estime que 37 % du verre généré par les résidences a été acheminé au recyclage en 2018. Ce chiffre est donc en hausse par rapport à 2015, bien qu'il reste encore 63 % du verre qui est soit mis dans les déchets par les citoyens, soit rejeté par les centres de tri ou destiné à d'autres fins que le recyclage (utilisé dans les lieux d'enfouissement comme matériel de recouvrement ou autres usages).

Initiatives récentes :

Dans les dernières années, la société d'État a soutenu des projets visant à améliorer le tri et à développer de nouveaux débouchés pour le verre de la collecte sélective par un apport financier de plus de 4 millions de dollars au cours des cinq dernières années.

Ce soutien s'est matérialisé par un appui à des projets de micronisation du verre pour le béton, la production de dalles écologiques à partir de verre et l'implantation de trieurs optiques afin de récupérer le verre de la collecte sélective. Il est toutefois important de constater que ces débouchés prennent du temps à se positionner dans leur marchés et peines à créer une demande constante et croissante.

Plan verre l'innovation d'Éco Entreprises Québec

Afin de dynamiser le recyclage et la valorisation du verre de la collecte sélective, Éco Entreprises Québec a annoncé en 2016 la mise en place du plan « Verre l'innovation » en collaboration avec l'industrie. Ce plan représente des investissements de 12,2 millions de dollars et vise à améliorer la récupération du verre issu de la collecte sélective au Québec, par le biais de nouveaux équipements de tri et l'appui au développement de nouveaux débouchés. Alors que les équipements ont été installés dans 5 centres de tri en 2017, une période pilote a été lancée jusqu'à l'automne 2018 afin de tester la qualité du verre sortant et ce, en collaboration avec des conditionneurs et recycleurs de verre au Québec. Les 5 centres de tri représentent 25 % de la quantité totale de verre de la collecte sélective. Le 21 février 2019, le bilan du Plan verre l'innovation a été publiée par ÉEQ.

RECYC-QUÉBEC appuie les recommandations spécifiques de ÉEQ concernant :

- Le besoin de développer les débouchés pour le verre, surtout locaux, peu importe le mode de récupération qui sera privilégié. Il faut s'assurer que les spécifications du verre trié répondent aux besoins actuels et futurs des recycleurs.
- La nécessité de réduire l'utilisation du verre comme matériel de recouvrement journalier dans les lieux d'enfouissement. Cette pratique, de même que le faible coût d'enfouissement, impactent directement les modèles d'affaires visant à récupérer et recycler le verre au Québec.
- Le soutien aux conditionneurs du verre devrait être prioritaire. Ce soutien devrait avoir pour objectif d'atteindre les plus hauts standards de qualité attendus par les recycleurs à fort potentiel, dont la possibilité que le verre soit refondu.

Certaines réserves doivent toutefois être soulevées quant aux constats et recommandations formulés par ÉEQ dans ce bilan :

- L'investissement requis pour étendre le programme à l'ensemble des centres de tri et développer les débouchés est évalué à 50 M\$ par ÉEQ, un montant élevé pour une

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020 RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

seule matière, surtout que le verre représente moins de 20 % du contenu du bac de récupération et qu'on ne précise pas quelle serait la part pouvant être payée par ÉEQ.

- Le don d'équipements et le financement des opérations de tri du verre n'a pas eu pour effet de créer de l'engouement au niveau des débouchés.
- Le soutien de 28 \$/tonne offert par ÉEQ aux centres de tri ne reflète pas la valeur du marché évalué à 20 \$/tonne en moyenne. Sachant que les débouchés existants récupèrent le verre à coût presque nul, ceux-ci auraient des difficultés à s'approvisionner en verre si la valeur de soutien était transférée en prix de vente la tonne.
- Bien que le verre sortant soit d'une pureté entre 89 % et 99 %, certains recycleurs affirment ne pas être en mesure de le recycler ou de l'acheter (enjeu de granulométrie, couleurs, contaminants gênants, etc.).
- Bien qu'un taux de recyclage de 73 % ait été atteint pour les centres de tri participants, les marchés de l'abrasif, de la laine minérale et des ajouts cimentaires n'ont pas la capacité d'absorber les quelque 120 000 tonnes de verre de la collecte sélective. La qualité atteinte ne répondrait pas aux standards du marché de la refonte du verre, dont le besoin global est de 150 000 tonnes annuellement.
- Le bilan ne parle pas de « comment » assurer la récupération du verre hors foyer ou auprès des ICI, ce qui nous semble manquant.

Bien que le verre de la collecte sélective souffre encore du manque de débouchés afin d'en écouler l'ensemble du volume disponible, plusieurs entreprises témoignent d'une demande grandissante pour certains sous-produits liés aux matériaux de construction. Toutefois, la majorité du volume du Québec ne trouve pas de débouchés.

Dépôts volontaires (cloches à verre)

RECYC-QUÉBEC a lancé une étude en février 2018 visant à évaluer la faisabilité opérationnelle et financière quant à l'implantation de dépôts volontaires de verre dans la MRC du Val-Saint-François. Un comité de suivi a été mis en place, composé de la MRC, du centre de tri Récup-Estrie, des maires de Racine, Stoke et Saint-Denis-de-Brompton, ÉEQ et la SAQ. Les résultats des travaux ont été publiés le 16 août 2018 sur le site de RECYC-QUÉBEC. Les résultats sont les suivants :

- Le coût des dépôts volontaires est légèrement inférieur (160 \$/t) à celui de la collecte sélective qui est évalué à 180 \$/t. Cependant dans le cadre du régime de compensation des services municipaux la collecte sélective (RCSM), ce coût s'ajouterait au coût de la collecte sélective, soit un coût total de 340 \$/t. Un impact est à prévoir pour la performance des municipalités (facteur PE) compte tenu qu'elles ramasseraient autant de verre, mais avec un coût plus élevée par tonne récupérée.
- En proportion du verre dans la collecte sélective à l'échelle de la MRC du Val-Saint-François, cela représente une augmentation de 5 % du coût de la collecte sélective. En extrapolant au coût global actuel de 150 M\$ pour la province, cette augmentation représenterait 7,5 M\$.

Prévisions des démarches pour 2019-2020 :

RECYC-QUÉBEC continuera ses travaux d'analyse et de soutien de la filière quant à la mise en place d'options de récupération pour le verre et quant au développement de débouchés diversifiés.

Sommes dépensées en 2018-2019 pour favoriser le traitement et le recyclage de verre ainsi que les sommes prévues pour 2019-2020.

SOMMES DÉPENSÉES POUR 2018-2019

En avril 2018, RECYC-QUÉBEC a commandé une étude pour un montant de 25 000\$ afin d'évaluer la faisabilité opérationnelle et économique de la mise en place d'un système de récupération du verre par le biais de dépôts volontaires (conteneurs, cloches).

Un comité de suivi de l'étude, dont font partie la Société des alcools du Québec (SAQ), Éco Entreprises Québec (ÉEQ), RECYC-QUÉBEC, la MRC du Val-Saint-François, le centre de tri Récup-Estrie et les Villes de Racine, Stoke et Saint-Denis-de-Brompton, a été mis en place pour suivre et commenter les travaux.

Cette étude apporte un éclairage supplémentaire sur la faisabilité opérationnelle et économique de la mise en place d'un dépôt volontaire du verre dans les plus petites municipalités afin de favoriser la récupération et le recyclage de cette matière dans un contexte de faible volume de verre.

L'étude met en parallèle cinq profils de municipalités qui ont procédé à la mise en place de dépôts volontaires du verre.

Deux municipalités québécoises, deux municipalités européennes et une municipalité américaine ayant implanté des dépôts volontaires de verre ont été étudiées. Les critères suivants ont servi de référence à l'étude : située en région éloignée/Hors des grandes métropoles, présence de plus d'un point de dépôt et d'un système de collecte sélective en parallèle.

Le volet économique de l'étude compile des données sur le potentiel de tonnage récupéré, le coût optimal selon le nombre de points de dépôts, les coûts d'entretien, de transport, d'information et de sensibilisation du public et enfin, les revenus et économies potentielles.

L'étude est disponible au public : <https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/haut-de-page/salle-de-presse/archives-presse/2018-publication-etude-depots-volontaires>

SOMMES PRÉVUES POUR 2019-2020

Le 21 mars 2019, dans le cadre du Discours sur le Budget 2019-2020, un investissement de 100 M\$ sur 5 ans a été annoncé pour améliorer la gestion des matières résiduelles au Québec. Notamment, le secteur des matières recyclables, particulièrement les plastiques et le verre, est visé par cet investissement.

- De façon générale, le gouvernement prévoit des investissements de 20 M\$ pour soutenir et moderniser les centres de tri, notamment de la collecte sélective, afin d'améliorer la qualité de la matière.
- On prévoit également 20 M\$ afin de soutenir les innovations technologiques et le développement des débouchés.

Pour le moment, aucun projet ou programme précis n'a été développé dans le cadre des sommes du budget 2019-2020.

État de situation, au 31 mars 2019, sur la mise en place d'une stratégie de modernisation des systèmes de récupération de contenants de boissons en fin de vie au Québec.

Le gouvernement est d'avis qu'il faut moderniser le système de consigne et optimiser la collecte sélective au Québec afin d'accroître nos performances environnementales en vue de la création d'une société sans gaspillage de même que pour faire face aux enjeux liés à la lutte contre les changements climatiques et à l'épuisement des ressources non renouvelables. Bien que ces deux systèmes soient complémentaires, l'objectif est de rechercher des avenues permettant d'optimiser les deux systèmes de récupération pour une meilleure performance environnementale.

Depuis 2016, de nombreuses analyses et paramètres opérationnels et financiers relatifs à la modernisation de la consigne et plus largement à la récupération des contenants de boissons en fin de vie ont été développés. Ce travail a intégré un grand nombre de consultations entre RECYC-QUÉBEC et l'industrie, particulièrement au niveau des organismes et associations représentant les détaillants en alimentation et les embouteilleurs de boissons.

Un rapport réalisé en collaboration avec le comité des parties prenantes des industries visées par la consigne publique a été remis à la ministre Melançon en décembre 2017 et qui a été présenté par l'industrie en janvier 2018. Ce rapport contient des recommandations sur les aspects économiques, opérationnels, environnementaux ainsi que sur le cadre réglementaire et de gouvernance de la consigne publique. De plus, une étude sur l'optimisation du transport et du service aux détaillants a été réalisée afin de déterminer les opportunités d'améliorer le système au coût le plus efficient possible.

Un programme de 15 M\$ sur 3 ans visant la modernisation des gobeuses en magasin a été lancé en juin 2018. Celui-ci est géré par le Fond québécois pour le développement durable (FAQDD) et sera révisé chaque année pour s'adapter à la réalité terrain et aux futurs besoins.

RECYC-QUÉBEC continuera de travailler sur la modernisation des systèmes de récupération des contenants et emballages avec pour objectif d'en assurer un taux de récupération plus élevé ainsi qu'une plus grande recyclabilité.

Dans une stratégie plus globale visant une plus grande performance sur la récupération et du recyclage des contenants de boissons en fin de vie, notamment afin de répondre aux enjeux de recyclabilité du verre et à celui du faible taux de récupération des contenants de boissons vendus et consommés hors foyers, la réflexion d'une consigne élargie à l'ensemble des contenants de boissons et la mise en place d'un système de retour par dépôts dédiés mérite d'être analysé plus en profondeur.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 107

Depuis le 18 octobre 2018, les mesures mises en place par le ministère afin de bonifier l'offre de service des centres de tri et d'augmenter l'efficacité de ceux-ci. Fournir les prévisions budgétaires liées aux coûts de ces mesures pour la mise en place et pour la pérennisation des actions.

Le 14 décembre 2018 RECYC-QUÉBEC a annoncé un nouvel appel de propositions doté d'une enveloppe de 3,5 M\$ visant à soutenir la mise en place de projets porteurs visant à favoriser un meilleur tri ainsi que le conditionnement et le recyclage de différents types de fibres au Québec. Cette aide financière permettra d'appuyer des projets dont l'objectif est de résoudre des problématiques de marchés touchant les fibres (notamment les papiers mixtes et les journaux) issues de la collecte sélective. Les entreprises ont jusqu'au 15 mai 2019 pour soumettre leur projet.

Fournir la ventilation des compensations versées aux municipalités en 2018-2019.

Les compensations versées aux municipalités sont calculées à partir des coûts déclarés pour une année civile.

Les compensations versées aux municipalités au cours de l'année 2018-2019 totalisent un montant de 143,32 M\$, et ce pour deux années civiles, soit 5,48 M\$ pour 2017 et 137,84 M\$ pour 2018.

Fournir, pour 2018-2019, le montant des frais de gestion et des autres dépenses liés au régime de compensation ainsi que ceux de RECYC-QUÉBEC.

Le montant des frais de gestion et des autres dépenses liés au régime de compensation ainsi que ceux de RECYC-QUÉBEC sont calculés sur la base d'une année civile. Ce sont les entreprises contributrices au régime de compensation qui assument ces coûts.

Les municipalités se sont vues accorder une indemnisation de 11,30 M\$ en 2018 pour les frais de gestion et les autres dépenses connexes encourus en 2017. Quant à RECYC-QUÉBEC, le montant équivaut à 2,83 M \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION PARTICULIÈRE N° 110

Fournir l'évaluation du pourcentage de matières orphelines récupérées par les services municipaux et indiquer les démarches de RECYC-QUÉBEC et du ministère pour élargir le régime à d'autres matières orphelines. Fournir les résultats de l'étude produite en 2018 concernant le taux de matière non visée dans la collecte sélective.

Les matières orphelines, ou non visées, représentaient, en 2015, 13,2 % des matières récupérées par la collecte sélective municipale, en baisse par rapport à 15 % en 2014.

Une mise à jour de cette donnée a été réalisée en 2017-2018, et les résultats indiquent que les matières orphelines, ou non visées, représentent 12,9 % des matières récupérées par la collecte sélective municipale.

Étude des crédits 2019-2020

Renseignements particuliers requis

Deuxième groupe d'opposition

Société québécoise de récupération et de recyclage
(RECYC-QUÉBEC)

Avril 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION PARTICULIÈRE N° 1:
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Nombre de demandes d'accès à l'information reçu par le ministère. Nombre de demandes refusées et raison du refus.

Veuillez vous référer à la question générale 32

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC**

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 14
2^E GROUPE D'OPPOSITION**

Fournir la liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert. Ventiler par secteur (changements climatiques, eau, matières résiduelles, autorisations environnementales, divers), par programme et par organisme ou municipalité bénéficiaire

Veillez vous référer à la question générale no 53.

État de situation, au 31 mars 2019, taux et tonnage de verre récupéré, taux et tonnage de verre recyclé, taux et tonnage de verre valorisé, taux et tonnage de verre recyclé au Québec, taux et tonnage de verre envoyé à l'enfouissement.

Les résultats de la dernière étude de caractérioration des matières résiduelles du secteur résidentiel au Québec 2015-2017 indiquent un taux de récupération global pour le verre de 78,8 %. Les données ventilées sont reproduites dans le tableau ci-bas. Les dernières données disponibles pour les quantités de verre acheminées au recyclage et envoyées vers les lieux d'enfouissement aux fins de recouvrement de matières éliminées ou autres usages sont celles du Bilan 2015 de la gestion des matières résiduelles au Québec. Le Bilan 2015 indiquait que 23 000 tonnes de verre ont été acheminées aux fins de recyclage par les centres de tri et que 86 000 tonnes de verre ont été expédiées vers des lieux d'enfouissement. Les données finales et actualisées pour l'année 2018 concernant la collecte sélective sont prévues pour l'été 2019.

Catégorie	Matière	Taux de récupération 2012-2013	Taux de récupération 2015-2017
Verre	Bouteilles non consignées en verre de boisson alcoolisée	85,1 %	86,9 %
	Bouteilles non consignées en verre de boisson non alcoolisée	83,7 %	76,0 %*
	Contenants alimentaires en verre	59,2 %	61,9 %
Moyenne – Verre		77,2 %	78,8 %*

Source: [Caractériorisation des matières résiduelles du secteur résidentiel - Résultats 2015-2017](#)

QUESTION PARTICULIÈRE No 19
2e GROUPE D'OPPOSITION

État de situation, au 31 mars 2019, taux et tonnage de papier/carton récupéré, taux et tonnage recyclé, taux et tonnage valorisé, taux et tonnage recyclé au Québec, taux et tonnage envoyé à l'enfouissement.

Les résultats de la dernière étude de caractérisation des matières résiduelles du secteur résidentiel au Québec 2015-2017 indiquent un taux de récupération global pour le papier/carton de 71,4 %. Les données ventilées sont reproduites dans le tableau ci-bas. Les dernières données disponibles pour les quantités de papier/carton acheminées au recyclage sont celles du Bilan 2015 de la gestion des matières résiduelles au Québec. Le Bilan 2015 indiquait que 707 000 tonnes de papier/carton ont été acheminées aux fins de recyclage par les centres de tri. Les données finales et actualisées pour l'année 2018 concernant la collecte sélective sont prévues pour l'été 2019.

Catégorie	Matière	Taux de récupération 2012-2013	Taux de récupération 2015-2017
Journaux, imprimés et contenants et emballages de papier et carton	Journaux	83,8 %	85,3 %
	Encarts et circulaires en papier journal	85,4 %	85,1 %
	Catalogues et documents reliés	80,2 %	82,4 %
	Revue et magazines	84,2 %	85,6 %
	Bottins	90,0 %	81,6 %
	Papier à usage général / Papier de bureau	66,2 %	56,8 %
	Autres imprimés	57,7 %	58,8 %
	Livres	82,8 %	82,6 %
	Emballages de papier kraft	31,8 %	23,2 %
	Sacs d'emplettes de papier kraft	34,4 %	41,3 %
	Carton ondulé	70,9 %	77,5 %
	Contenants laminés en fibres	26,2 %	26,1 %
	Papier laminé	14,3 %	24,9 %
	Contenants de fibres composites	42,2 %	50,5 %
	Carton pressé	49,2 %	58,1 %
	Carton plat d'emballage	57,3 %	62,6 %
	Autres emballages de papier	50,3 %	45,1 %
	Contenants à pignon	68,7 %	77,9 %
	Contenants aseptiques	52,3 %	54,9 %
	Moyenne – Papier/Carton	70,6 %	71,4 %

Source: [Caractérisation des matières résiduelles du secteur résidentiel - Résultats 2015-2017](#)

État de situation, au 31 mars 2019, taux et tonnage du plastique récupéré, taux et tonnage recyclé, taux et tonnage valorisé, taux et tonnage recyclé au Québec, taux et tonnage de verre envoyé à l'enfouissement. Ventiler par catégorie de plastique.

Les résultats de la dernière étude de caractérioration des matières résiduelles du secteur résidentiel au Québec 2015-2017 indiquent un taux de récupération global pour le plastique de 34,8 %. Les données ventilées sont reproduites dans le tableau ci-bas. Les dernières données disponibles pour les quantités de plastique acheminées au recyclage sont celles du Bilan 2015 de la gestion des matières résiduelles au Québec. Le Bilan 2015 indiquait que 46 000 tonnes de plastique ont été acheminées aux fins de recyclage par les centres de tri. Les données finales et actualisées pour l'année 2018 concernant la collecte sélective sont prévues pour l'été 2019.

Plastiques	Bouteilles d'eau à remplissage unique, en plastique n°1	63,9 %	72,4 %*
	Bouteilles de boisson non consignées transparentes - clair, bleu ou vert pâle, en plastique n°1	68,3 %	75,8 %*
	Bouteilles de boisson non consignées opaques, en plastique n°1	49,7 %	70,6 %*
	Bouteilles et contenants à bouchon transparents - clair, bleu ou vert pâle, en plastique n°1	44,5 %	55,2 %*
	Bouteilles et contenants à bouchon opaques, en plastique n°1	47,0 %	53,3 %*
	Autres emballages opaques, en plastique n°1	44,7 %	45,6 %
	Autres emballages transparents, en plastique n°1	48,8 %	57,3 %*
	Bouteilles de boisson, en plastique n°2	59,6 %	63,3 %*
	Bouteilles et contenants à bouchon, en plastique n°2	63,0 %	69,3 %*
	Autres emballages, en plastique n°2	47,5 %	67,6 %
	Bouteilles et contenants, en plastique n°3	42,2 %	58,1 %*
	Contenants rigides, en plastique n°4	46,5 %	50,9 %
	Contenants rigides, en plastique n°5	41,1 %	42,0 %
	Seaux, chaudières et couvercles, en plastiques n°2 et n°5	31,7 %	34,3 %
	Autres emballages plastiques sans code ou n°7 (non PLA)	28,5 %	41,4 %*
	Contenants et emballages alimentaires, en plastique n°6 expansé	7,2 %	11,5 %
	Contenants et emballages de protection, en plastique n°6 expansé	32,8 %	37,5 %*
	Contenants et emballages, en plastique n°6 non expansé	31,4 %	24,9 %
	Autres sacs et films plastiques et laminés	13,1 %	14,9 %
	Sachets autoportants en plastique (stand up pouches)	20,9 %	34,0 %
	Pellicules et sacs d'emballage, en plastiques n°2 et n°4	21,9 %	34,8 %
	Sacs d'empettes non dégradables	13,0 %	15,8 %
	Autres films plastiques (non-emballage)	11,1 %	6,2 %
Moyenne – Plastiques		31,7 %	34,8 %

Source: [Caractérisation des matières résiduelles du secteur résidentiel - Résultats 2015-2017](#)

QUESTION PARTICULIÈRE N° 21
2^E GROUPE D'OPPOSITION

État de situation, au 31 mars 2019, sur la mise en place d'une stratégie de modernisation des systèmes de récupération de contenants de boissons en fin de vie au Québec.

Veillez vous référer à la question particulière no 106.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION PARTICULIÈRE N° 23
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Fournir la ventilation des compensations versées aux municipalités en 2018-2019 pour les services municipaux en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles.

Veillez vous référer à la question particulière #108.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION PARTICULIÈRE N° 24
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Fournir, pour 2018-2019, le montant des frais de gestion et des autres dépenses liés au régime de compensation ainsi que ceux de RECYC-QUÉBEC.

Veuillez vous référer à la question particulière no 109.

QUESTION PARTICULIÈRE No 25
2e GROUPE D'OPPOSITION

Fournir les résultats atteints pour chaque matière couverte par la REP ainsi que l'évolution de ceux-ci de 2014 à 2019.

Catégorie: Produits électroniques

	Taux de récupération par sous-catégorie										Nb points de dépôt
année	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
2014	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	1070
2015	51%	3%	62%	40%	8%	7%	N/A	50%	1%	N/A	1062

Sous-catégories:

- 1: ordinateurs de bureau
- 2: ordinateurs portables, tablettes et lecteurs de livres électroniques
- 3: écrans d'ordinateurs et téléviseurs
- 4: imprimantes, numériseurs, télécopieurs et photocopieurs
- 5: téléphones cellulaires et satellitaires
- 6: téléphones sans fil et conventionnels, téléavertisseurs et répondeurs téléphoniques
- 7: claviers, souris, câbles, connecteurs, chargeurs et télécommandes conçus pour être utilisés avec un produit visé
- 8: matériel audio et vidéo non portable (ex. consoles de jeux vidéo et leurs périphériques, lecteurs, enregistreurs, graveurs, haut-parleurs conçus pour être utilisés avec un système audio-vidéo...)
- 9: matériel audio et vidéo portable (ex. baladeurs numériques, récepteurs radios, appareils photos numériques, caméscopes...)
- 10: autres produits (ex. routeurs, serveurs, disques durs, clés USB, webcams, écouteurs...)

Notes:

Il n'y avait pas de taux prescrit en 2014, et il n'y en a pas en général pour les sous-catégories 7 et 10
Les résultats des programmes de REP pour l'année 2015 ont été publiés dans le Bilan 2015 de gestion des matières résiduelles.
Les résultats 2018 seront publiés dans le Bilan 2018 de la gestion des matières résiduelles, qui sera disponible à l'automne 2019

Catégorie: Peintures et leurs contenants

	Taux de récupération par sous-catégories			Nb points de dépôt
Année	1	2	3	
2015	130%	**	30%	1100

Sous-catégories:

- 1: peintures au latex
- 2: peintures à l'alkyde ou à émail, peintures à métal et antirouille, autres types de peinture que ceux visés aux paragraphes 1 et 3, teintures, apprêts, vernis, laques, produits de traitement ou de protection du métal, du bois ou de la maçonnerie ainsi que toute préparation de même nature destinée à des fins d'entretien, de protection ou de décoration
- 3: peintures en aérosols et leurs contenants ainsi que les contenants de toutes sortes utilisés pour la mise sur le marché des produits visés aux paragraphes 1 et 2

Notes:

Les résultats des programmes de REP pour l'année 2015 ont été publiés dans le Bilan 2015 de gestion des matières résiduelles.
Les résultats 2018 seront publiés dans le Bilan 2018 de la gestion des matières résiduelles, qui sera disponible à l'automne 2019
** Les taux de récupération des sous-catégories 1 et 2 sont combinés et présentés dans la colonne de la sous-catégorie 1

Catégorie: Huiles, liquides de refroidissement et antigels, leurs filtres et contenants et autres produits assimilables

Année	Taux de récupération par sous-catégories					Nb points de dépôt
	1	2	3	4	5	
2015	77%	77%	88%	24.5	**	1232

Sous-catégories:

- 1: huiles minérales, synthétiques ou végétales qui sont destinées à la lubrification, à l'isolation ou au transfert de chaleur dans des véhicules ou équipements motorisés ou au fonctionnement des systèmes hydrauliques ou de transmission ainsi que les fluides à freins, à l'exclusion des huiles qui se consomment à l'usage telles que les huiles destinées à être mélangées au carburant d'un moteur à combustion, les huiles à glissière de machine-outil, les huiles à chaîne pour scie mécanique, les huiles pour étirage, estampage, formage ou démoulage, les huiles de forage, les huiles de lubrification pour convoyeur, les huiles de dépolluissage, les huiles pénétrantes et les huiles anti-rouille
- 2: contenants de 50 litres ou moins utilisés pour la mise sur le marché des produits visés au paragraphe 1, incluant ceux utilisés pour la mise sur le marché des huiles exclues à ce paragraphe, ainsi que les contenants aérosols utilisés pour la mise sur le marché de nettoyants à freins
- 3: filtres à huile utilisés pour les moteurs à combustion interne, les systèmes hydrauliques et les transmissions, filtres utilisés pour les systèmes de chauffage au mazout léger et les réservoirs d'entreposage d'huile, filtres à liquide de refroidissement et à antigel ainsi que les filtres à diesel qui sont assimilés à des filtres à huile pour les fins de l'application du présent règlement
- 4: liquides de refroidissement et antigels utilisés dans des véhicules, de la machinerie ou des équipements motorisés, à l'exception des liquides de refroidissement et antigels d'origine végétale ou utilisés pour le dégivrage des aéronefs
- 5: contenants de 50 litres ou moins utilisés pour la mise sur le marché des produits visés au paragraphe 4 (l'article 52 alinéa 3 permet de déclarer la sous-catégorie 5 en combinaison avec la sous-catégorie 2)

Notes:

Les résultats des programmes de REP pour l'année 2015 ont été publiés dans le Bilan 2015 de la gestion des matières résiduelles. Les résultats 2018 seront publiés dans le Bilan 2018 de la gestion des matières résiduelles, qui sera disponible à l'automne 2019

** Les taux de la sous-catégorie 5 sont combinés à ceux de la sous-catégorie 2 et indiqués dans la sous-catégorie 2

Catégorie: Lampes au mercure

Année	taux de récupération par sous-catégories			Nb points de dépôt
	1	2	3	
2014	N/A	N/A	N/A	739
2015	35%	7%	30%	768

Sous-catégories:

- 1: tubes fluorescents
- 2: lampes fluocompactes
- 3: tout autre type de lampe contenant du mercure

Notes:

Il n'y avait pas de taux prescrit en 2014

Les résultats des programmes de REP pour l'année 2015 ont été publiés dans le Bilan 2015 de gestion des matières résiduelles. Les résultats 2018 seront publiés dans le Bilan 2018 de la gestion des matières résiduelles, qui sera disponible à l'automne 2019

Catégorie: Piles et batteries

Année	Taux de récupération par sous-catégories		Nb points de dépôt
	1	2	
2014	N/A	N/A	1922
2015	40%	36%	1545

Sous-catégories:

- 1: les piles rechargeables de toute forme et les batteries constituées de telles piles, à l'exception des piles plomb-acide, des piles conçues pour être utilisées dans un véhicule automobile et des piles conçues et destinées exclusivement à des fins industrielles
- 2: les piles boutons à usage unique, les batteries constituées de telles piles, les autres piles à usage unique et les batteries constituées de telles piles

Notes:

Il n'y avait pas de taux prescrit en 2014

Les résultats des programmes de REP pour l'année 2015 ont été publiés dans le Bilan 2015 de gestion des matières résiduelles.

Les résultats 2018 seront publiés dans le Bilan 2018 de la gestion des matières résiduelles, qui sera disponible à l'automne 2019

Nombre d'employé par catégorie d'emploi travaillant à Recyc-Québec.

Veillez vous référer à la question générale 15, Annexe J

Liste des programmes sous la responsabilité de Recyc-Québec.

Réduction à la source
Économie circulaire
Programmes d'aide financière
Programme de gestion des pneus hors d'usage
Programme de consignation des contenants de bière et de boissons gazeuses
Accompagnement des organismes municipaux dans l'optimisation de leurs gestion des matières résiduelles
Gestion de l'application du Régime de compensation pour la collecte sélective des matières recyclables
Accompagnement des municipalités, ICI (industries commerces et institutions) et citoyens pour l'amélioration de la gestion des matières organiques
Accompagnement du secteur des ICI en matière de pratiques de réduction à la source, de réemploi, de récupération des matières recyclables, des matières organiques et des résidus de construction, rénovation et démolition (CRD)
Accompagnement du secteur de la CRD pour la valorisation des matières résiduelles et la structuration des systèmes de collecte
Programmes d'information, sensibilisation et éducation des citoyens québécois

Nombre d’inspections/vérifications réalisées par Recyc-Québec pour contrôler les programmes sous sa responsabilité.

Recyc-Québec a effectué 2 594 inspections/vérifications

QUESTION PATICULIÈRE N° 29
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Nombre de rencontres entre Recyc-Québec et des lobbyistes inscrits au Registre des lobbyistes. Pour chaque mandat, nommer le titre du mandat, le mandant, le nom des lobbyistes, les personnes rencontrées à Recyc-Québec et le nombre de rencontres.

Cette information n'est pas disponible.

Document destiné au ministre

QUESTION PARTICULIÈRE N° 30
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Le coût des programmes de consigne pour Recyc-Québec.

Le coût des programmes de consigne pour Recyc-Québec est de 815 949 \$ pour l'année 2018-2019.

QUESTION PARTICULIÈRE No 31
2^E GROUPE D'OPPOSITION

La contribution de Recyc Québec pour les programmes de sensibilisation.

OBJECTIFS	FOURNISSEURS	DATES	COÛT
-----------	--------------	-------	------

Ces campagnes visent un changement de comportement de la part du citoyen pour diminuer le taux de matières non-visées dans le bac (et notamment augmenter le tonnage et qualité des matières récupérées par la collecte sélective, et atteindre le taux de récupération de 70%). La mesure de ce changement se fait lors de la production du bilan annuel de la gestion des matières résiduelles préparé par RECYC-QÉBEC à tous les deux ans.

Destination, le bac			
Campagne Recycle médias "Le contenant, l'emballage, la boîte de conservation... c'est pour le bac"	Cartier	Janvier à mai 2018	48 849 \$
Le compostage, on s'y engage			
Campagne de sensibilisation à l'importance de participer à la collecte des matières organiques	Pénéga	Avril à juin 2018	4 736.00 \$
Application mobile Ça va où?			
Campagne de promotion de l'application mobile pour favoriser le téléchargement et l'utilisation de cette app qui aide le citoyen à bien trier ses matières (bac de récupération, poubelle, compost, écocentre, point de dépôt)	Agence Dialekta inc.	Avril à juin 2018	69 025.00 \$
Ti-Mé Paré, personnage de la Petite Vie (porte-parole)			
Campagne de sensibilisation grand public sur la saine gestion des matières résiduelles	Centre de services partagés du Québec	Décembre 2018 à mars 2019	11 253.00 \$
	TOTAL		133 863 \$

La contribution de Recyc-Québec au programme Verre l'Innovation.

RECYC-QUÉBEC a été invitée par Éco Entreprises Québec en septembre 2017 à co-piloter le Comité de suivi mis en place afin de suivre les projets pilotes d'expérimentation dans le cadre du programme Verre l'Innovation. Ce comité s'est réuni à trois occasions et rassemblait des représentants de diverses organisations en lien avec le recyclage du verre. RECYC-QUÉBEC n'a pas contribué aux travaux terrain (échantillonnage dans les centres de tri, suivi des équipements installés, etc.) réalisés dans les différentes projets pilotes, ni à la réalisation du bilan.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION PARTICULIÈRE No 33
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Le titre, le nombre, le coût et le mandataire pour chaque étude à laquelle a contribué financièrement Recyc Québec en 2015, 2016, 2017, 2018 et 2019.

Nombre d'études durant l'année financière 2018-2019 : 12

Mandataire	Titre	Coût
Chamard et Associés	Étude de caractérisation de ballots - Centres de tri (certaines matières)	43 000 \$
Université Laval	Développement de débouchés issus du recyclage de pneus hors d'usage	74 880 \$
Groupe Agéco inc.	Étude sur les plastiques agricoles générés au Québec	73 895 \$
Consortium l'Écho-Logique inc.	Étude de caractérisation - Centre de tri (certaines matières)	6 300 \$
DELOITTE S.E.N.C.R.L./S.R.L.	Étude sur le transport des pneus hors d'usage au Québec	40 000 \$
Stantec Experts-conseil ltée	Étude de caractérisation ballots - Centres de tri, conditionneurs et recycleurs (Territoire 2)	215 000 \$
Stantec Experts-conseil ltée	Étude de caractérisation ballots - Centres de tri, conditionneurs et recycleurs (Territoire 1)	250 000 \$
VEI - Grappe Indust. Véhicules Électriques & Intelligents QC	Étude sur développement filière des batteries lithium au Qc	15 000 \$
CHAMARD & ASSOCIÉS INC.	Étude portant sur réduction contamination en bordure de rue en Mauricie.	45 000 \$
DELOITTE INC.	Étude portant sur l'implantation dépôts verre MRC Val-St-François.	21 570 \$
CORPORATION DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MTL	ÉTUDE ACV comparer sacs d'emplettes éco-conçus vs les autres	17 973 \$
ÉQUITERRE	Étude rôle du consommateur & phénomène obsolescence	10 000 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N^o 35
2E GROUPE D'OPPOSITION

En vertu de l'entente entre Recyc-Québec et les fabricants de bières, qui prévoit des pénalités sur chaque contenant à remplissage unique vendu au-delà de 37,5 % des ventes totales d'une compagnie au Québec. Fournir le % des ventes de bière faite en contenant à remplissage unique et, le cas échéant, le montant des pénalités réclamées aux fabricants.

Les dispositions relatives aux pénalités sur chaque contenant à remplissage unique vendu au-delà de 37,5% étaient en vigueur jusqu'au 31 décembre 2017.

En 2017, 1,1 milliard de contenants à remplissage unique ont été mis en marché sur un total de 1,5 milliards, soit 74% des contenants. Des pénalités de 2,2 millions ont été réclamées aux fabricants.

Étude des crédits 2019-2020

Renseignements particuliers requis

Troisième groupe d'opposition

Société québécoise de récupération et de recyclage
(RECYC-QUÉBEC)

Avril 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION PARTICULIÈRE N° 119
3^E GROUPE D'OPPOSITION

État de la situation au 31 mars 2019 des débouchés du verre au Québec.

Veillez vous référer à la question particulière no 104.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 120
3^E GROUPE D'OPPOSITION

État de situation, au 31 mars 2019, sur la mise en place d'une stratégie de modernisation des systèmes de récupération de contenants de boissons en fin de vie au Québec.

Veillez vous référer à la question particulière no 106.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 122
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Fournir la ventilation des compensations versées aux municipalités en 2018-2019.

Veillez vous référer à la question particulière no 108.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 123
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Fournir, pour 2018-2019, le montant des frais de gestion et des autres dépenses liés au régime de compensation ainsi que ceux de RECYC-QUÉBEC.

Veuillez vous référer à la question particulière no 109.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 124
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Fournir l'évaluation du pourcentage de matières orphelines récupéré par les services municipaux et indiquer les démarches de Recyc-Québec et du ministère pour élargir le régime à d'autres matières orphelines.

Veuillez-vous référer à la question particulière no 110.